

Date de dépôt: 16 février 2006

Messagerie

Réponse du Conseil d'Etat

à l'interpellation urgente écrite de M. Pierre Weiss : Emplois temporaires cantonaux : quels sont les critères d'attribution et les effets sur l'emploi ?

Mesdames et
Messieurs les députés,

En date du 26 janvier 2006, le Grand Conseil a renvoyé au Conseil d'Etat une interpellation urgente écrite qui a la teneur suivante :

Le système genevois des emplois temporaires cantonaux (ETC), responsable de près de 10% de la différence entre le taux de chômage genevois et la moyenne suisse, fait surtout des chômeurs en fin de droit les victimes de son apparente bienveillance d'abord pendant la période de mise au bénéfice de ses dispositions puisqu'il contribue à accroître et l'obsolescence de leurs connaissances et leur inappétence, et ensuite à son issue.

Face au refus de l'autorité fédérale d'accorder une xième prolongation de la durée des indemnités de 400 à 520 jours aux dépens de l'ensemble des contributeurs fédéraux à l'assurance chômage, la créativité administrative de l'ancien département cantonal de l'économie, de l'emploi et des affaires extérieures a consisté à l'été 2005 à créer des emplois fictifs à tout-va pour assurer une soudure aux chômeurs de longue durée concernés, au risque de l'invalidation fédérale. Au sein de l'administration, 135 ETC se sont ainsi vus proposer un contrat d'ETC-A et se sont ajoutés aux centaines de cas rémunérés entre 3300 francs et 4500 francs, portant le total à 570 ; pour les associations les chiffres sont respectivement de 244 nouveaux cas pour un total de 647.

Or, comme attendu, la Berne fédérale a refusé de donner force de droit à cette nouvelle «Genferei» qui aurait permis l'ouverture d'une deuxième période d'indemnisation. Genève tient donc ses emplois fictifs, où seul le contrat et la rémunération existent, mais où le travail et ses vertus de resocialisation et de mise à jour de compétences sont absents. Les premiers cas d'ETC-A touchés se sont déjà vus opposer un refus, d'autres vont suivre, par centaines. On peut imaginer la déception de ceux qui ont été induits à entrer en matière.

D'où la question suivante qui se décline ainsi :

- Le Conseil d'Etat peut-il fournir, en réponse à cette IUE, la liste des services administratifs et des associations ayant bénéficié de ces contrats d'ETC-A, en précisant le nombre de cas concernés par service ?*
- Peut-il préciser les critères ayant présidé, au sein de l'administration, aux décisions d'engagement d'ETC-A ?*
- En particulier, est-il en mesure d'assurer à ce Grand Conseil que les ETC-A ont été attribués uniquement à des services connaissant une surcharge de travail (existence d'une procédure de vérification du bien-fondé de la demande) ?*
- Envisage-t'il, aussi longtemps qu'existera le système cantonal d'ETC, de n'engager des ETC qu'en remplacement de personnes ayant pris leur retraite, après le délai d'usage, dès lors que les profils des postulants le permettent, afin de procéder à une réduction des dépenses de personnel ?*
- Entend-il analyser l'amélioration éventuelle des chances de réinsertion professionnelle des bénéficiaires d'ETC tant étatiques qu'associatifs ?*

L'interpellant remercie le Conseil d'Etat de l'attention consacrée à ses questions.

Les questions ici posées laissent supposer que des demandeurs d'emploi auraient été placés au sein de services utilisateurs sur la base de contrats d'emplois temporaires cantonaux (ETC) fictifs. Cela n'ayant jamais été le cas, et plutôt que de conclure ainsi à la caducité des trois premières questions, nous souhaitons rappeler ce qu'ont été les contrats extraordinaires ainsi que les raisons de leur mise en place provisoire.

La loi cantonale en matière de chômage (J 2 20) prévoit (art. 39) que « L'autorité compétente propose un emploi temporaire à titre subsidiaire, aux chômeurs ayant épuisé leur droit aux indemnités fédérales et qui n'ont pas trouvé un travail salarié ». Relevons ici qu'aucune disposition – ni de la loi, ni de son règlement - ne précise le délai dans lequel un ETC doit être mis à disposition des chômeurs arrivés en fin de droit fédéral.

Or, la réduction, dès le 1^{er} juillet 2005, de l'indemnisation fédérale de 520 à 400 jours pour les chômeurs âgés de moins de 50 ans a entraîné une arrivée massive de personnes en fin de droit : 600 en juillet, puis environ 250 par mois d'août à décembre 2005.

Le 2 juillet 2005, face à l'impossibilité de placer sans délai toutes ces personnes en ETC, le Conseil d'Etat a décidé d'autoriser la conclusion de contrats, "que l'ETC ait été effectivement organisé ou non, et dans ce dernier cas, dans l'attente qu'il le soit", si le chômeur en exprime le souhait.

Cette décision a permis d'éviter que des centaines de personnes se retrouvent brutalement sans ressources financières. Contactées préalablement, l'UAPG et la CGAS ont émis un préavis positif sur cette mesure.

L'OCE a désigné dès lors comme "contrats extraordinaires A", les contrats signés dans l'attente d'un placement effectif au sein d'un service utilisateur, avec pour contre-prestation un effort accru - et vérifié - de recherches d'emploi ainsi qu'une disponibilité dans les 24 heures pour une prise d'emploi.

A relever également que les chômeurs ont été informés par écrit des dispositions liées à ces "contrats extraordinaires".

Les demandeurs d'emploi placés directement au sein de services utilisateurs sont donc, eux, comme par le passé au bénéfice de contrats d'ETC "ordinaires". Et les "contrats extraordinaires" susmentionnés ont été transformés en contrats "ordinaires" dès le placement du demandeur d'emploi au sein d'un service utilisateur.

S'agissant de la première question, nous joignons à la présente la liste des entités ayant bénéficié, durant l'année 2005, de personnel sous contrat d'ETC "ordinaire". Durant le 2^{ème} semestre 2005, ce sont 1'529 contrats "ordinaires" qui ont été signés (contre 895 durant le 1^{er} semestre) et 1'234 "contrats extraordinaires". L'afflux supplémentaire de candidats à l'ETC lié à la suppression de la prolongation des indemnités fédérales s'étant résorbé au 31 décembre 2005, plus aucun "contrat extraordinaire" n'a été signé pour les personnes arrivant en fin de droits depuis.

Il convient également de noter également que 217 licenciements ont été prononcés en 2005, à l'encontre de personnes n'ayant pas respecté les obligations contractuelles des ETC.

S'agissant des critères présidant aux décisions d'engagement, le seul qui soit retenu est celui du besoin exprimé par les services utilisateurs. Eu égard à l'obligation légale de proposer des places d'ETC, l'ensemble de l'administration est régulièrement sollicité afin de réduire au maximum les délais de placement.

S'agissant du remplacement des départs en retraite uniquement par du personnel en ETC, cela reviendrait à terme à faire effectuer des tâches permanentes de l'Etat à un personnel dont notre souci premier doit être de le voir quitter dans l'année son statut de chômeur – et donc son emploi d'ETC.

Pour cette raison, et parce que nombre de fonctions à l'Etat nécessitent des temps d'adaptation et/ou de formation incompatibles avec une telle rotation du personnel, cette pratique n'a pas été retenue.

En revanche, le Conseil d'Etat avait, lors de sa séance extraordinaire du 2 juillet 2005, décidé de conditionner l'engagement de personnel auxiliaire (et donc sous contrat d'emploi à durée déterminée) à l'Etat à la vérification préalable qu'aucune personne en ETC ne puisse convenir. Sur cette base, ce sont quelque 50 chômeurs qui ont pu être engagés durant le 2^{ème} semestre 2005, en lieu et place d'auxiliaires.

Enfin, le Conseil d'Etat partage pleinement le souci de faire en sorte que l'ETC puisse contribuer au maximum à améliorer les chances de réinsertion de leurs bénéficiaires. C'est ce que visait le PL 8938, refusé en avril 2005 par le peuple genevois.

Pour l'heure, on peut constater que le taux de réinsertion des personnes sous contrat d'ETC est passé de 15 % en 1998-1999, à 35 % en 2005. Par ailleurs, il sied également de relever le montant inscrit au budget 2005 pour la formation des personnes au bénéfice d'un ETC, soit CHF 480'000.-.

Au bénéfice de ces explications, le Conseil d'Etat vous invite, Mesdames et Messieurs les députés, à prendre acte de la présente réponse.

AU NOM DU CONSEIL D'ETAT

Le chancelier :
Robert Hensler

Le président :
Pierre-François Unger

Répartition mensuelle des demandeurs d'emploi bénéficiant d'un emploi temporaire cantonal ou d'un stage en 2005

| | octobre 2004 | janvier 2005 | février 2005 | mars 2005 | avril 2005 | mai 2005 | juin 2005 | juillet 2005 | août 2005 | septembre 2005 | octobre 2005 | novembre 2005 | décembre 2005 |
|-------------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|-------------------------|
| CHANCELLERIE | 6 | 5 | 5 | 6 | 7 | 7 | 7 | 7 | 8 | 9 | 8 | 6 | 7 |
| CTI | 22 | 19 | 24 | 24 | 26 | 21 | 24 | 24 | 22 | 25 | 24 | 21 | 20 |
| DF | 44 | 44 | 44 | 44 | 40 | 41 | 40 | 43 | 40 | 40 | 44 | 48 | 48 |
| DIP | 65 | 54 | 69 | 66 | 66 | 64 | 64 | 59 | 59 | 67 | 73 | 84 | 53 |
| DIPs | 113 | 121 | 129 | 125 | 124 | 126 | 121 | 124 | 124 | 132 | 144 | 144 | 152 |
| PJ | 20 | 25 | 24 | 29 | 28 | 30 | 32 | 30 | 31 | 32 | 34 | 33 | 34 |
| DAEL | 17 | 18 | 19 | 15 | 20 | 28 | 30 | 32 | 32 | 32 | 46 | 50 | 57 |
| DIAE | 20 | 26 | 27 | 23 | 21 | 22 | 24 | 21 | 23 | 39 | 44 | 37 | 34 |
| DEEE | 38 | 39 | 45 | 48 | 51 | 56 | 61 | 86 | 94 | 94 | 99 | 102 | 99 |
| contrats extraordinaires | - | - | - | - | - | - | - | 206 | 556 | 595 | 503 | 523 | 465 |
| DASS | 16 | 16 | 15 | 17 | 17 | 17 | 20 | 22 | 20 | 20 | 18 | 22 | 19 |
| CASS | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| DM | 6 | 4 | 4 | 5 | 6 | 6 | 6 | 6 | 5 | 7 | 8 | 7 | 7 |
| Total Etat | 367 (22,23%) | 369 (23,17%) | 395 (24,75%) | 402 (24,75%) | 404 (24,65%) | 417 (25,46%) | 435 (26,84%) | 652 (40,37%) | 1016 (43,72%) | 1111 (45,59%) | 1062 (42,04%) | 1084 (41,85%) | 1035 (40,04%) |
| HUG | 167 | 157 | 162 | 160 | 149 | 148 | 140 | 132 | 129 | 133 | 130 | 136 | 146 |
| HG | 45 | 41 | 41 | 40 | 38 | 38 | 38 | 39 | 40 | 33 | 33 | 35 | 35 |
| COGCAVS-AI | 8 | 9 | 10 | 10 | 9 | 10 | 11 | 10 | 10 | 8 | 8 | 8 | 8 |
| DIP - UNI | 51 | 49 | 53 | 52 | 52 | 51 | 54 | 54 | 50 | 51 | 51 | 48 | 49 |
| DIP - HES | 19 | 21 | 23 | 14 | 26 | 27 | 25 | 25 | 24 | 20 | 27 | 26 | 21 |
| EPSE | 4 | 4 | 3 | 3 | 3 | 3 | 3 | 5 | 5 | 5 | 3 | 2 | 2 |
| CIP | 10 | 15 | 19 | 19 | 19 | 19 | 17 | 17 | 18 | 25 | 30 | 30 | 27 |
| OCAI | 8 | 7 | 7 | 5 | 4 | 3 | 3 | 3 | 2 | 1 | 1 | 1 | 1 |
| SIG | 13 | 17 | 19 | 18 | 19 | 17 | 15 | 17 | 15 | 14 | 10 | 8 | 8 |
| Les Cheneviers | 5 | 7 | 6 | 6 | 7 | 7 | 6 | 6 | 6 | 5 | 4 | 4 | 4 |
| autres régies et EPA | 4 | 0 | 0 | 1 | 3 | 4 | 4 | 4 | 2 | 1 | 1 | 15 | 13 |
| Total régies & EPA | 334 (20,26%) | 326 (19,70%) | 342 (20,05%) | 328 (19,75%) | 329 (20,06%) | 328 (20,02%) | 316 (19,49%) | 312 (16,54%) | 301 (12,05%) | 296 (12,15%) | 297 (12,01%) | 313 (12,00%) | 314 (12,23%) |
| Ville de Genève | 192 | 170 | 141 | 126 | 120 | 111 | 103 | 96 | 97 | 82 | 83 | 82 | 78 |
| Autres communes | 50 | 47 | 42 | 41 | 37 | 37 | 35 | 33 | 31 | 26 | 27 | 30 | 32 |
| Associations | 390 | 421 | 414 | 387 | 370 | 377 | 403 | 456 | 474 | 504 | 577 | 619 | 647 |
| Entreprises | 15 | 19 | 13 | 12 | 10 | 11 | 13 | 16 | 17 | 17 | 17 | 19 | 17 |
| Divers | 13 | 36 | 36 | 37 | 37 | 38 | 34 | 34 | 34 | 32 | 34 | 40 | 42 |
| EMS | 184 | 236 | 219 | 195 | 187 | 184 | 185 | 181 | 182 | 184 | 201 | 220 | 222 |
| total hors Etat | 844 (51,75%) | 929 (53,30%) | 865 (47,99%) | 798 (46,40%) | 761 (46,28%) | 758 (45,82%) | 773 (47,69%) | 816 (43,27%) | 835 (35,93%) | 845 (34,67%) | 839 (37,97%) | 1010 (36,01%) | 1038 (40,75%) |
| sans salaire | 106 | 119 | 104 | 135 | 146 | 135 | 97 | 106 | 172 | 185 | 175 | 182 | 160 |
| Total Général | 1651 (17,43) | 1743 (17,06) | 1663 (16,40) | 1630 (16,21) | 1621 (16,16) | 1638 (16,21) | 1621 (16,16) | 1686 (16,54) | 2324 (12,05) | 2437 (12,15) | 2473 (12,01) | 2589 (12,00) | 2547 (12,23) |

établissements publics autonomes

Légende :
EPA

Répartition mensuelle des demandeurs d'emploi bénéficiant d'un emploi temporaire cantonal ou d'un stage en 2004

| | octobre 2004 | décembre 2004 |
|-------------------------------|------------------------|------------------------|
| CHANCELLERIE | 6 | 6 |
| CTI | 22 | 22 |
| DF | 44 | 46 |
| DJP | 65 | 62 |
| DJPS | 113 | 121 |
| PJ | 20 | 23 |
| DAEL | 17 | 18 |
| DIAE | 20 | 24 |
| DEEE | 38 | 41 |
| DASS | 16 | 16 |
| CASS | 0 | 0 |
| DM | 6 | 7 |
| Total Etat | 367 (22,23%) | 386 (23,06%) |
| HUG | 167 | 168 |
| HG | 45 | 43 |
| CCGC/AVS-AI | 8 | 10 |
| DJP - UNI | 51 | 62 |
| DJP - HES | 19 | 24 |
| EPSE | 4 | 4 |
| CJP | 10 | 12 |
| OCAI | 8 | 7 |
| SIG | 13 | 17 |
| Les Cheneviers | 5 | 5 |
| autres régies et EPA | 4 | 1 |
| Total régies & EPA | 334 (20,23%) | 353 (21,04%) |
| Ville de Genève | 192 | 161 |
| Autres communes | 50 | 38 |
| Associations | 390 | 414 |
| Entreprises | 15 | 11 |
| Divers | 13 | 23 |
| EMS | 184 | 205 |
| total hors Etat | 844 (51,12%) | 852 (50,77%) |
| sans salaire | 106 | 87 |
| Total Général | 1651 | 1678 |

Légende :
EPA établissements publics autonomes

Répartition par service utilisateurs des demandeurs d'emploi
bénéficiant d'un emploi temporaire cantonal ou stage professionnel de réinsertion
le 31 décembre 2005

Total

| | | | |
|--------------------------|--|------------|--------|
| CHANCELLERIE | | 7 | 0.68% |
| CTI | | 20 | 1.93% |
| DF | | 53 | 5.12% |
| DIP | | 89 | 8.60% |
| DJPS | | 152 | 14.69% |
| PJ | | 33 | 3.19% |
| DAEL | | 57 | 5.51% |
| DIAE | | 34 | 3.29% |
| DEEE | | 99 | 9.57% |
| contrats extraordinaires | | 465 | 44.93% |
| DASS | | 19 | 1.84% |
| CASS | | 0 | 0.00% |
| DM | | 7 | 0.68% |

Total Etat **40.64%** **1035** 100.00%

| | | |
|-----------------------|-------|-----|
| HUG | 5.73% | 146 |
| HG | 1.37% | 35 |
| CCGC AVS-AI | 0.31% | 8 |
| DIP - UNI | 1.92% | 49 |
| DIP - HES | 0.82% | 21 |
| EPSE | 0.08% | 2 |
| CIP | 1.06% | 27 |
| OCAI | 0.04% | 1 |
| SIG | 0.31% | 8 |
| Les Cheneviers | 0.16% | 4 |
| autres régions et EPA | 0.51% | 13 |

Total régions & EPA **12.33%** **314**

Ville de Genève **3.06%** 78

Autres communes **1.26%** 32

Associations **25.40%** 647

Entreprises **0.67%** 17

Divers **1.65%** 42

EMS **8.72%** 222

total hors Etat **40.75%** **1038**

sans salaire **6.28%** 160

Total Général **100.00%** **2547**

Légende :

EPA établissements publics autonomes

**Répartition par service utilisateurs des demandeurs d'emploi
bénéficiant d'un emploi temporaire cantonal ou stage professionnel de réi
le 30 novembre 2005**

| Total | | | |
|-------------------------------|----------------|-------------|---------|
| CHANCELLERIE | | 6 | 0.55% |
| CTI | | 21 | 1.94% |
| DF | | 48 | 4.43% |
| DIP | | 84 | 7.75% |
| DJPS | | 144 | 13.28% |
| PJ | | 34 | 3.14% |
| DAEL | | 56 | 5.17% |
| DIAE | | 37 | 3.41% |
| DEEE | | 102 | 9.41% |
| contrats extraordinaires | | 523 | 48.25% |
| DASS | | 22 | 2.03% |
| CASS | | 0 | 0.00% |
| DM | | 7 | 0.65% |
| Total Etat | 41.87% | 1084 | 100.00% |
| HUG | 5.25% | 136 | |
| HG | 1.35% | 35 | |
| CCGC AVS-AI | 0.31% | 8 | |
| DIP - UNI | 1.85% | 48 | |
| DIP - HES | 1.00% | 26 | |
| EPSE | 0.08% | 2 | |
| CIP | 1.16% | 30 | |
| OCAI | 0.04% | 1 | |
| SIG | 0.31% | 8 | |
| Les Cheneviers | 0.15% | 4 | |
| autres régies et EPA | 0.58% | 15 | |
| Total régies & EPA | 12.09% | 313 | |
| Ville de Genève | 3.17% | 82 | |
| Autres communes | 1.16% | 30 | |
| Associations | 23.91% | 619 | |
| Entreprises | 0.73% | 19 | |
| Divers | 1.54% | 40 | |
| EMS | 8.50% | 220 | |
| total hors Etat | 39.01% | 1010 | |
| sans salaire | 7.03% | 182 | |
| Total Général | 100.00% | 2589 | |

Légende :

EPA

établissements publics autonomes

Répartition par service utilisateurs des demandeurs d'emploi
bénéficiant d'un emploi temporaire cantonal ou stage professionnel de réinsertion
le 31 octobre 2005

Total

| | | | |
|-------------------------------|----------------|-------------|---------|
| CHANCELLERIE | | 8 | 0.75% |
| CTI | | 24 | 2.26% |
| DF | | 48 | 4.52% |
| DIP | | 73 | 6.87% |
| DJPS | | 149 | 14.03% |
| PJ | | 38 | 3.58% |
| DAEL | | 50 | 4.71% |
| DIAE | | 44 | 4.14% |
| DEEE | | 99 | 9.32% |
| contrats extraordinaires | | 503 | 47.36% |
| DASS | | 18 | 1.69% |
| CASS | | 0 | 0.00% |
| DM | | 8 | 0.75% |
| Total Etat | 42.94% | 1062 | 100.00% |
| HUG | 5.26% | 130 | |
| HG | 1.33% | 33 | |
| CCGC AVS-AI | 0.24% | 6 | |
| DIP - UNI | 2.06% | 51 | |
| DIP - HES | 1.09% | 27 | |
| EPSE | 0.12% | 3 | |
| CIP | 1.21% | 30 | |
| OCAI | 0.04% | 1 | |
| SIG | 0.40% | 10 | |
| Les Cheneviers | 0.20% | 5 | |
| autres régies et EPA | 0.04% | 1 | |
| Total régies & EPA | 12.01% | 297 | |
| Ville de Genève | 3.36% | 83 | |
| Autres communes | 1.09% | 27 | |
| Associations | 23.33% | 577 | |
| Entreprises | 0.69% | 17 | |
| Divers | 1.37% | 34 | |
| EMS | 8.13% | 201 | |
| total hors Etat | 37.97% | 939 | |
| sans salaire | 7.08% | 175 | |
| Total Général | 100.00% | 2473 | |

Légende :

EPA établissements publics autonomes

**Répartition par service utilisateurs des demandeurs d'emploi
bénéficiant d'un emploi temporaire cantonal ou stage professionnel de réinsertion
le 30 septembre 2005**

| Total | | |
|-------------------------------|----------------|---------------------|
| CHANCELLERIE | 9 | 0.81% |
| CTI | 25 | 2.25% |
| DF | 44 | 3.96% |
| DIP | 67 | 6.03% |
| DJPS | 132 | 11.88% |
| PJ | 32 | 2.88% |
| DAEL | 46 | 4.14% |
| DIAE | 39 | 3.51% |
| DEEE | 94 | 8.46% |
| contrats extraordinaires | 595 | 53.56% |
| DASS | 21 | 1.89% |
| CASS | 0 | 0.00% |
| DM | 7 | 0.63% |
| Total Etat | 45.59% | 1111 100.00% |
| HUG | 5.46% | 133 |
| HG | 1.35% | 33 |
| CCGC AVS-AI | 0.33% | 8 |
| DIP - UNI | 2.09% | 51 |
| DIP - HES | 0.82% | 20 |
| EPSE | 0.21% | 5 |
| CIP | 1.03% | 25 |
| OCAI | 0.04% | 1 |
| SIG | 0.57% | 14 |
| Les Cheneviers | 0.21% | 5 |
| autres régies et EPA | 0.04% | 1 |
| Total régies & EPA | 12.15% | 296 |
| Ville de Genève | 3.36% | 82 |
| Autres communes | 1.07% | 26 |
| Associations | 20.68% | 504 |
| Entreprises | 0.70% | 17 |
| Divers | 1.31% | 32 |
| EMS | 7.55% | 184 |
| total hors Etat | 34.67% | 845 |
| sans salaire | 7.59% | 185 |
| Total Général | 100.00% | 2437 |

Légende :

EPA établissements publics autonomes

Répartition des demandeurs d'emploi bénéficiant d'un emploi temporaire cantonal
le 31 août 2005

Total

| | | | |
|-------------------------------|----------------|-------------|---------|
| CHANCELLERIE | | 8 | 0.79% |
| CTI | | 22 | 2.17% |
| DF | | 40 | 3.94% |
| DIP | | 59 | 5.81% |
| DJPS | | 134 | 13.19% |
| PJ | | 31 | 3.05% |
| DAEL | | 32 | 3.15% |
| DIAE | | 23 | 2.26% |
| DEEE | | 86 | 8.46% |
| contrats extraordinaires | | 556 | 54.72% |
| DASS | | 20 | 1.97% |
| CASS | | 0 | 0.00% |
| DM | | 5 | 0.49% |
| Total Etat | 43.72% | 1016 | 100.00% |
| HUG | 5.55% | 129 | |
| HG | 1.72% | 40 | |
| CCGC AVS-AI | 0.43% | 10 | |
| DIP - UNI | 2.15% | 50 | |
| DIP - HES | 1.03% | 24 | |
| EPSE | 0.22% | 5 | |
| CIP | 0.77% | 18 | |
| OCAI | 0.09% | 2 | |
| SIG | 0.65% | 15 | |
| Les Cheneviers | 0.26% | 6 | |
| autres régies et EPA | 0.09% | 2 | |
| Total régies & EPA | 12.95% | 301 | |
| Ville de Genève | 4.17% | 97 | |
| Autres communes | 1.33% | 31 | |
| Associations | 20.40% | 474 | |
| Entreprises | 0.73% | 17 | |
| Divers | 1.46% | 34 | |
| EMS | 7.83% | 182 | |
| total hors Etat | 35.93% | 835 | |
| sans salaire | 7.40% | 172 | |
| Total Général | 100.00% | 2324 | |

Légende :

EPA établissements publics autonomes

**Répartition des demandeurs d'emploi bénéficiant d'un emploi temporaire cantonal
le 31 juillet 2005**

| | | | Total |
|-------------------------------|----------------|--|--------------------|
| CHANCELLERIE | | | 7 1.07% |
| CTI | | | 24 3.68% |
| DF | | | 43 6.60% |
| DIP | | | 59 9.05% |
| DJPS | | | 121 18.56% |
| PJ | | | 30 4.60% |
| DAEL | | | 32 4.91% |
| DIAE | | | 21 3.22% |
| DEEE | | | 81 12.42% |
| contrats extraordinaires | | | 206 31.60% |
| DASS | | | 22 3.37% |
| CASS | | | 0 0.00% |
| DM | | | 6 0.92% |
| Total Etat | 34.57% | | 652 100.00% |
| HUG | 7.00% | | 132 |
| HG | 2.07% | | 39 |
| CCGC AVS-AI | 0.53% | | 10 |
| DIP - UNI | 2.86% | | 54 |
| DIP - HES | 1.33% | | 25 |
| EPSE | 0.27% | | 5 |
| CIP | 0.90% | | 17 |
| OCAI | 0.16% | | 3 |
| SIG | 0.90% | | 17 |
| Les Cheneviers | 0.32% | | 6 |
| autres régies et EPA | 0.21% | | 4 |
| Total régies & EPA | 16.54% | | 312 |
| Ville de Genève | 5.09% | | 96 |
| Autres communes | 1.75% | | 33 |
| Associations | 24.18% | | 456 |
| Entreprises | 0.85% | | 16 |
| Divers | 1.80% | | 34 |
| EMS | 9.60% | | 181 |
| total hors Etat | 43.27% | | 816 |
| sans salaire | 5.62% | | 106 |
| Total Général | 100.00% | | 1886 |

Légende :

EPA établissements publics autonomes

**Répartition des demandeurs d'emploi bénéficiant d'un emploi temporaire cantonal
le 30 juin 2005**

| | | | Total |
|-------------------------------|----------------|-------------|--------------|
| CHANCELLERIE | | 7 | 1.61% |
| CTI | | 24 | 5.52% |
| DF | | 40 | 9.20% |
| DIP | | 64 | 14.71% |
| DJPS | | 126 | 28.97% |
| PJ | | 32 | 7.36% |
| DAEL | | 30 | 6.90% |
| DIAE | | 24 | 5.52% |
| DEEE | | 63 | 14.48% |
| DASS | | 20 | 4.60% |
| CASS | | 0 | 0.00% |
| DM | | 5 | 1.15% |
| Total Etat | 26.84% | 435 | 100.00% |
| HUG | 8.64% | 140 | |
| HG | 2.34% | 38 | |
| CCGC AVS-AI | 0.68% | 11 | |
| DIP - UNI | 3.33% | 54 | |
| DIP - HES | 1.54% | 25 | |
| EPSE | 0.19% | 3 | |
| CIP | 1.05% | 17 | |
| OCAI | 0.19% | 3 | |
| SIG | 0.93% | 15 | |
| Les Cheneviers | 0.37% | 6 | |
| autres régies et EPA | 0.25% | 4 | |
| Total régies & EPA | 19.49% | 316 | |
| Ville de Genève | 6.35% | 103 | |
| Autres communes | 2.16% | 35 | |
| Associations | 24.86% | 403 | |
| Entreprises | 0.80% | 13 | |
| Divers | 2.10% | 34 | |
| EMS | 11.41% | 185 | |
| total hors Etat | 47.69% | 773 | |
| sans salaire | 5.98% | 97 | |
| Total Général | 100.00% | 1621 | |

Légende :

EPA

établissements publics autonomes

**Répartition des demandeurs d'emploi bénéficiant d'un emploi temporaire cantonal
le 31 mai 2005**

| Total | | | |
|-------------------------------|----------------|-------------|---------|
| CHANCELLERIE | | 7 | 1.68% |
| CTI | | 26 | 6.24% |
| DF | | 41 | 9.83% |
| DIP | | 64 | 15.35% |
| DJPS | | 124 | 29.74% |
| PJ | | 28 | 6.71% |
| DAEL | | 26 | 6.24% |
| DIAE | | 22 | 5.28% |
| DEEE | | 56 | 13.43% |
| DASS | | 17 | 4.08% |
| CASS | | 0 | 0.00% |
| DM | | 6 | 1.44% |
| Total Etat | 25.46% | 417 | 100.00% |
| HUG | 9.04% | 148 | |
| HG | 2.32% | 38 | |
| CCGC AVS-AI | 0.61% | 10 | |
| DIP - UNI | 3.11% | 51 | |
| DIP - HES | 1.65% | 27 | |
| EPSE | 0.18% | 3 | |
| CIP | 1.16% | 19 | |
| OCAI | 0.24% | 4 | |
| SIG | 1.04% | 17 | |
| Les Cheneviers | 0.43% | 7 | |
| autres régies et EPA | 0.24% | 4 | |
| Total régies & EPA | 20.02% | 328 | |
| Ville de Genève | 6.78% | 111 | |
| Autres communes | 2.26% | 37 | |
| Associations | 23.02% | 377 | |
| Entreprises | 0.67% | 11 | |
| Divers | 2.32% | 38 | |
| EMS | 11.23% | 184 | |
| total hors Etat | 46.28% | 758 | |
| sans salaire | 8.24% | 135 | |
| Total Général | 100.00% | 1638 | |

Légende :

EPA établissements publics autonomes

**Répartition des demandeurs d'emploi bénéficiant d'un emploi temporaire cantonal
le 30 avril 2005**

| | | | Total |
|-------------------------------|----------------|--|--------------|
| CHANCELLERIE | | | 7 |
| CTI | | | 26 |
| DF | | | 40 |
| DIP | | | 66 |
| DJPS | | | 124 |
| PJ | | | 28 |
| DAEL | | | 20 |
| DIAE | | | 21 |
| DEEE | | | 51 |
| DASS | | | 17 |
| CASS | | | 0 |
| DM | | | 4 |
| Total Etat | 24.63% | | 404 |
| | | | 100.00% |
| HUG | 9.09% | | 149 |
| HG | 2.32% | | 38 |
| CCGC AVS-AI | 0.55% | | 9 |
| DIP - UNI | 3.17% | | 52 |
| DIP - HES | 1.59% | | 26 |
| EPSE | 0.18% | | 3 |
| CIP | 1.10% | | 18 |
| OCAI | 0.30% | | 5 |
| SIG | 1.16% | | 19 |
| Les Cheneviers | 0.43% | | 7 |
| autres régies et EPA | 0.18% | | 3 |
| Total régies & EPA | 20.06% | | 329 |
| Ville de Genève | 7.32% | | 120 |
| Autres communes | 2.26% | | 37 |
| Associations | 22.56% | | 370 |
| Entreprises | 0.61% | | 10 |
| Divers | 2.26% | | 37 |
| EMS | 11.40% | | 187 |
| total hors Etat | 46.40% | | 761 |
| sans salaire | 8.90% | | 146 |
| Total Général | 100.00% | | 1640 |

Légende :

EPA établissements publics autonomes

**Répartition des demandeurs d'emploi bénéficiant d'un emploi temporaire cantonal
le 31 mars 2005**

| Total | | |
|-------------------------------|----------------|--------------------|
| CHANCELLERIE | | 6 1.49% |
| CTI | | 24 5.97% |
| DF | | 44 10.95% |
| DIP | | 66 16.42% |
| DJPS | | 125 31.09% |
| PJ | | 29 7.21% |
| DAEL | | 15 3.73% |
| DIAE | | 23 5.72% |
| DEEE | | 48 11.94% |
| DASS | | 17 4.23% |
| CASS | | 0 0.00% |
| DM | | 5 1.24% |
| Total Etat | 24.17% | 402 100.00% |
| HUG | 9.62% | 160 |
| HG | 2.41% | 40 |
| CCGC AVS-AI | 0.60% | 10 |
| DIP - UNI | 3.13% | 52 |
| DIP - HES | 0.84% | 14 |
| EPSE | 0.18% | 3 |
| CIP | 1.14% | 19 |
| OCAI | 0.30% | 5 |
| SIG | 1.08% | 18 |
| Les Cheneviers | 0.36% | 6 |
| autres régies et EPA | 0.06% | 1 |
| Total régies & EPA | 19.72% | 328 |
| Ville de Genève | 7.58% | 126 |
| Autres communes | 2.47% | 41 |
| Associations | 23.27% | 387 |
| Entreprises | 0.72% | 12 |
| Divers | 2.22% | 37 |
| EMS | 11.73% | 195 |
| total hors Etat | 47.99% | 798 |
| sans salaire | 8.12% | 135 |
| Total Général | 100.00% | 1663 |

Légende :

EPA

établissements publics autonomes

**Répartition des demandeurs d'emploi bénéficiant d'un emploi temporaire cantonal
le 28 février 2005**

| Total | | | |
|-------------------------------|----------------|-------------|---------|
| CHANCELLERIE | | 5 | 1.27% |
| CTI | | 24 | 6.08% |
| DF | | 44 | 11.14% |
| DIP | | 59 | 14.94% |
| DJPS | | 129 | 32.66% |
| PJ | | 24 | 6.08% |
| DAEL | | 19 | 4.81% |
| DIAE | | 27 | 6.84% |
| DEEE | | 45 | 11.39% |
| DASS | | 15 | 3.80% |
| CASS | | 0 | 0.00% |
| DM | | 4 | 1.01% |
| Total Etat | 23.15% | 395 | 100.00% |
| HUG | 9.50% | 162 | |
| HG | 2.40% | 41 | |
| CCGC AVS-AI | 0.53% | 9 | |
| DIP - UNI | 3.11% | 53 | |
| DIP - HES | 1.35% | 23 | |
| EPSE | 0.18% | 3 | |
| CIP | 1.11% | 19 | |
| OCAI | 0.41% | 7 | |
| SIG | 1.11% | 19 | |
| Les Cheneviers | 0.35% | 6 | |
| autres régies et EPA | 0.00% | 0 | |
| Total régies & EPA | 20.05% | 342 | |
| Ville de Genève | 8.26% | 141 | |
| Autres communes | 2.46% | 42 | |
| Associations | 23.56% | 402 | |
| Entreprises | 1.47% | 25 | |
| Divers | 2.11% | 36 | |
| EMS | 12.84% | 219 | |
| total Hors Etat | 50.70% | 865 | |
| sans salaire | 6.10% | 104 | |
| Total Général | 100.00% | 1706 | |

Légende :

EPA

établissements publics autonomes

**Répartition des demandeurs d'emploi bénéficiant d'un emploi temporaire cantonal
le 31 janvier 2005**

| Total | | | |
|-------------------------------|----------------|-------------|---------|
| CHANCELLERIE | | 5 | 1.36% |
| CTI | | 19 | 5.15% |
| DF | | 42 | 11.38% |
| DIP | | 54 | 14.63% |
| DJPS | | 121 | 32.79% |
| PJ | | 25 | 6.78% |
| DAEL | | 18 | 4.88% |
| DIAE | | 26 | 7.05% |
| DEEE | | 39 | 10.57% |
| DASS | | 16 | 4.34% |
| CASS | | 0 | 0.00% |
| DM | | 4 | 1.08% |
| Total Etat | 21.17% | 369 | 100.00% |
| HUG | 9.01% | 157 | |
| HG | 2.35% | 41 | |
| CCGC AVS-AI | 0.46% | 8 | |
| DIP - UNI | 2.81% | 49 | |
| DIP - HES | 1.20% | 21 | |
| EPSE | 0.23% | 4 | |
| CIP | 0.86% | 15 | |
| OCAI | 0.40% | 7 | |
| SIG | 0.98% | 17 | |
| Les Cheneviers | 0.40% | 7 | |
| régies et EPA | 0.00% | 0 | |
| Total régies & EPA | 18.70% | 326 | |
| Ville de Genève | 9.75% | 170 | |
| Autres communes | 2.70% | 47 | |
| Associations | 24.15% | 421 | |
| Entreprises | 1.09% | 19 | |
| Divers | 2.07% | 36 | |
| EMS | 13.54% | 236 | |
| total hors Etat | 53.30% | 929 | |
| sans salaire | 6.83% | 119 | |
| Total Général | 100.00% | 1743 | |

Légende :

EPA

établissements publics autonomes

**Répartition des demandeurs d'emploi bénéficiant d'un emploi temporaire cantonal
le 31 décembre 2004**

| Total | | |
|-------------------------------|----------------|--------------------|
| CHANCELLERIE | | 6 1.55% |
| CTI | | 22 5.70% |
| DF | | 46 11.92% |
| DIP | | 62 16.06% |
| DJPS | | 121 31.35% |
| PJ | | 23 5.96% |
| DAEL | | 18 4.66% |
| DIAE | | 24 6.22% |
| DEEE | | 41 10.62% |
| DASS | | 16 4.15% |
| CASS | | 0 0.00% |
| DM | | 7 1.81% |
| Total Etat | 23.00% | 386 100.00% |
| HUG | 10.01% | 168 |
| HG | 2.56% | 43 |
| CCGC AVS-AI | 0.60% | 10 |
| DIP - UNI | 3.69% | 62 |
| DIP - HES | 1.43% | 24 |
| EPSE | 0.24% | 4 |
| CIP | 0.72% | 12 |
| OCAI | 0.42% | 7 |
| SIG | 1.01% | 17 |
| Les Cheneviers | 0.30% | 5 |
| régies et EPA | 0.06% | 1 |
| Total régies & EPA | 21.04% | 353 |
| Ville de Genève | 9.59% | 161 |
| Autres communes | 2.26% | 38 |
| Associations | 24.67% | 414 |
| Entreprises | 0.66% | 11 |
| Divers | 1.37% | 23 |
| EMS | 12.22% | 205 |
| total hors Etat | 50.77% | 852 |
| sans salaire | 5.18% | 87 |
| Total Général | 100.00% | 1678 |

Légende :

EPA établissements publics autonomes

**Répartition des demandeurs d'emploi bénéficiant d'un emploi temporaire cantonal
le 31 octobre 2004**

| | | | Total | |
|-------------------------------|----------------|--|--------------|---------|
| CHANCELLERIE | | | 6 | 1.63% |
| CTI | | | 22 | 5.99% |
| DF | | | 44 | 11.99% |
| DIP | | | 65 | 17.71% |
| DJPS | | | 113 | 30.79% |
| PJ | | | 20 | 5.45% |
| DAEL | | | 17 | 4.63% |
| DIAE | | | 20 | 5.45% |
| DEEE | | | 38 | 10.35% |
| DASS | | | 16 | 4.36% |
| CASS | | | 0 | 0.00% |
| DM | | | 6 | 1.63% |
| Total Etat | 22.23% | | 367 | 100.00% |
| HUG | 10.12% | | 167 | |
| HG | 2.73% | | 45 | |
| CCGC AVS-AI | 0.48% | | 8 | |
| DIP - UNI | 3.09% | | 51 | |
| DIP - HES | 1.15% | | 19 | |
| EPSE | 0.24% | | 4 | |
| CIP | 0.61% | | 10 | |
| OCAI | 0.48% | | 8 | |
| SIG | 0.79% | | 13 | |
| Les Cheneviers | 0.30% | | 5 | |
| régies et EPA | 0.24% | | 4 | |
| Total régies & EPA | 20.23% | | 334 | |
| Ville de Genève | 11.63% | | 192 | |
| Autres communes | 3.03% | | 50 | |
| Associations | 23.62% | | 390 | |
| Entreprises | 0.91% | | 15 | |
| Divers | 0.79% | | 13 | |
| EMS | 11.14% | | 184 | |
| total hors Etat | 51.12% | | 844 | |
| sans salaire | 6.42% | | 106 | |
| Total Général | 100.00% | | 1651 | |

Légende :

EPA établissements publics autonomes